

CHARIVARY

Le journal qui ne meurt jamais N° 7 • Été 2017

PRIX LIBRE



Mamie Maud se fait la malle

SALLE 8

BAD TRIP à IVRY-PORT

SALLE 12

TITANIC (version restaurée)

SALLE 3

XAVIER NIEL LE RETOUR

SALLE 14

PERSONNE N'EST ILLEGAL

SALLE 16

COUCOU C'EST

NOUS !

Et oui, nous revoilà, ça faisait un bail hein ? Plus d'une année sans aucun numéro de votre canard préféré. Il vous avait manqué ? Et bien à nous aussi. Une petite motiv' printanière et nous revoilà embarqués pour une nouvelle virée charivaresque. Retour aux fondamentaux : les actualités du quartier d'Ivry-port.

L'opération Ivry confluences qui se présentait il y a quelques années comme une ambitieuse pompe à fric apparaît déjà comme une grande débâcle. Le ridicule de la SADEV n'en finit pas de s'étaler, de découverte ahurie de pollutions ancestrales en projets qui ne démarreront jamais. Le pari de faire venir à tout prix des entreprises dans notre ville en leur construisant des bureaux pas chers et même des colocations sur mesure était basé sur la « croissance ». Elle n'est toujours pas revenue. Et alors ? La « croissance » qu'on nous vend alimente les inégalités sociales et fonce dans le mur climatique.

Au milieu, il y a toujours des habitants d'un quartier qui refuse de mourir. Ces dernières années, face aux expropriations, si certains ont trouvé des solutions ou sont satisfaits de leur logement, c'est grâce à la mobilisation des associations et collectifs existants, aux solidarités de voisinage, aux réunions à plusieurs, aux prises de paroles quand on ne nous la donnait pas. Rien n'a été donné, tout a été gagné. Dans cette période où les luttes collectives semblent moins vigoureuses sur le quartier, continuons à nous aider les uns les autres, car il en reste, des personnes en galère.

Pour ce numéro, l'une d'entre nous a eu l'honneur d'interviewer le directeur de la SADEV, Jean-Pierre Nourrisson, en personne. Il en a pro-

fité pour passer les infos de Charivary au crible et la seule qu'il a tenté de contester était cachée page 26 du numéro 4, au fin fond d'un mots-croisés. Le mot n°11 en vertical, « Expulseur numéro 1 du quartier du port », en cinq lettres, ça ne lui a pas plu. « Qui avons nous expulsé ? » demande, agacé, Mr Nourrisson.

Hoho, il ne rigole pas monsieur le directeur. C'est vrai, il y en a eu tellement des expulsions liées au projet, qu'on n'arrive plus à qui savoir qui était à la manœuvre. Peut-être la réponse était-elle « MAIRI » et non pas « SADEV ». Quand il s'agit de faire place nette, les deux compères sont main dans la main. Toujours est-il, n'en déplaise à Mr. Nourrisson, que c'est bien la SADEV qui poursuit actuellement en justice le squat du Dilengo ou les familles du boulevard Paul Vaillant Couturier. Alors Jipé, un petit conseil cadeau pour ne plus être méchamment accusé d'expulser des gens : l'abandon de tous les procès !

mail :

charivaryjournal@gmail.com

site :

charivaryjournal.wordpress.com/

On a besoin de vous

Vous avez un scoop ? Une idée d'enquête ? De vraies fausses petites annonces ? Une analyse éclairante sur les sociétés d'économie mixte, des décryptages de bilans incompréhensibles de notre chère aménageuse la SADEV ? Vous menez une grève dont personne ne parle ? Vous subissez une expulsion silencieuse ?

Écrivez-nous, c'est gratuit et bon pour la santé :

charivaryjournal@gmail.com

Bulletin d'informations et relais des mobilisations, notre journal est aussi un outil de lutte. Nous refusons la vision dominante de la ville comme lieu de rentabilité où chaque mètre carré doit être exploité pour en tirer un rendement maximal. Nous revendiquons une ville qui soit un lieu de vie, de liberté et de solidarité, que seule la réappropriation populaire de l'espace peut faire advenir.

Nos articles sont le produit d'un travail collectif : nous les écrivons, discutons, corrigeons et validons collectivement. Il n'y a donc aucun sens à signer chaque article par un nom. Les positions qui sont exprimées sont assumées collectivement. Nous sommes disposés à soumettre nos données – vérifiées et vérifiables- et nos arguments au débat, avec quiconque le souhaiterait.

À LA SADEV,

L'ESPOIR FAIT VIVRE



Le TITANIC, en projection continue à Ivry-port...

Huit ans après le lancement du méga-projet de rénovation Ivry Confluences, les ratés s'accumulent. Le bateau serait-il en train de couler ?

C'est en 2009 que la Banque des Confluences, située au 50 rue Lénine, était inaugurée. L'« espace de communication du projet urbain Ivry Confluences » ouvrait à l'époque ses portes avec fanfare pour lancer le mégaprojet d'aménagement d'Ivry Port – qui concerne rien moins que 145 hectares, un quart de la ville. « Une situation exceptionnelle », « un espace urbain attractif », il s'agissait de lancer la construction d'une nouvelle vision de la ville, moderne, ambitieuse, qui ferait basculer nos espaces archaïques dans le 21^e siècle. Dans une salle d'exposition de 350 m², une maquette de 36m² promettait alors des transformations certes drastiques mais mignonnes et colorées.

Huit ans plus tard, ce samedi 6 mai 2017, me voici à gravir les marches de ce lieu impressionnant afin d'y glâner quelques informations sur l'état d'avancement des rénovations qui bouleversent le quartier. Dans la grande salle à la hauteur impressionnante, (presque) pas âme qui vive. Seuls une femme et un homme discutent en bordure de l'impressionnante maquette. Autour de nous, de grands panneaux exhibent les opérations censées voir le jour dans le quartier. Ils datent de 2012. La plupart des informations sont désormais périmées, certaines choses ont été abandonnées, remplacées par de nouvelles idées, en cours de réalisation - dans le meilleur des cas. Ainsi, seuls deux terrains ont été vendus sur toute l'année 2015, nous dit le dernier bilan financier rendu public récemment. « Depuis fin 2014, il

n'y a eu aucun lancement de nouvelles opérations », entend-on dans une récente vidéo du collectif Ivry sans toi(t). « C'est totalement inexact, rétorque Jean-Pierre Nourrisson, le directeur de SADEV 94, aménageur du projet. Nous avons mis ces deux dernières années plusieurs milliers de m² en promesse de vente, nous sommes encore en train d'en prévoir », affirme-t-il dans un entretien qu'il nous a accordé. « Sept lots sont actuellement en cours de commercialisation autour de la place Gambetta ». Soyons précis : en cours ou en promesse, cela veut bien dire qu'ils n'ont pas encore été vendus ? Affirmatif, capitaine.

La maquette reste pourtant fidèle à elle-même, arborant des bijoux architecturaux en carton. Quelques éléments y ont cependant été ajoutés: ici le nouveau groupe scolaire Rosalind-Franklin (ouvert en septembre 2016), là le trajet du « bus en site propre » TZEN (hum, la date de démarrage est un peu floue), et un petit « M » pour situer la station de métro Gambetta, en prolongation de la ligne 10 (là c'est carrément le brouillard épais pour distinguer au loin une année de réalisation). Veillant sur la maquette, un jeune salarié de la SADEV assure les permanences d'ouverture du bâtiment et prend en charge la communication directe sur le lieu. Son rôle ? Rassurer et répondre aux questions des visiteurs. Pourtant, le gardien de cet espace fantôme qu'est devenu la banque des Confluences semble abandonné là par ses patrons. Sa « clientèle » s'est raréfiée : « Je vois surtout des parisiens qui cherchent à s'installer », dit-il.

« Alors, sur le terrain BHV, il paraît qu'il va y avoir un cirque. C'est vrai ça ? ». « Ah ? Peut-être. Je ne suis pas au courant ». « Et la dépollution du terrain Total, c'est la SADEV qui paye ? » « Euh... je ne sais pas ». « Vous connaissez les résultats de l'expertise judiciaire sur la pollution du collège Confluences ? », « Désolé, je n'ai que des informations générales ». Pas très convaincant. Voilà la position dans laquelle notre informateur, gêné et de bonne foi, se retrouve coincé. Les big boss de SADEV 94 n'ont pas l'air de daigner lui trans-

mettre beaucoup de billes... et tant pis si cela s'en ressent dans les réponses transmises aux habitants. Pourquoi donc cette rétention d'informations de la part des supérieurs ? Serait-ce parce que les nombreux dysfonctionnements ne donnent pas envie d'en dire trop ?

Pourtant, le salarié est fidèle à son poste: quatre ans qu'il vient deux fois par semaines se mettre à disposition du passant. « Je suis le doyen du projet ! », précise-t-il. Le turn-over au sein de l'équipe salariée sur Ivry Confluences a été identifié par la chambre régionale des comptes comme l'un des freins à la réussite de ce mégaprojet. On en a vu des têtes passer. Beaucoup, des jeunes sortis d'écoles, assurent deux ou trois ans pour se former et laissent rapidement la place à d'autres. « Les mouvements ont été plus élevés que ce qui aurait été souhaitable, reconnaît M. Nourrisson. Mais nous sommes maintenant stabilisés ».

Bref, ne nous arrêtons pas à une Banque des Confluences qui sent l'humidité. Le bateau n'est tout

de même pas en train de couler, n'est-ce pas ? Avec une nouvelle direction et une année 2017 « où l'on espère de nombreuses concrétisations », le boss Jean-Pierre Nourrisson nous a fait de grandes promesses lors de notre entrevue : un nouveau système d'information évolutive, une refonte des permanences, quatre bulletins de propagande par an. Ouf, nous voilà rassurés ! Jipé « n'est pas inquiet » : « Nous, aménageurs, on est toujours plus optimistes que ce que la réalité ne confirme ». Une phrase à méditer. Car la réalité confirme bien qu'Ivry Confluences prend l'eau – et à plusieurs endroits...



Sisyphé à Ivry-Port...

40% d'espaces de bureaux prévus sur le projet. Car, ça y est, nous dit Nourrisson, en ce moment, ça repart ! « Les transactions reprennent. Comme à Arcueil, où nous avons deux lots de commercialisation en cours ». Et à Ivry ? « Pas encore ». Zut.

Il faut dire qu'une belle déconvenue les a frappé l'année dernière : le Conseil Régional devait déménager son QG parisien sur l'immense « terrain BHV » d'Ivry et il a finalement choisi de s'installer à Saint-Ouen, dans le 93, mieux desservi en transports pour amener les gentils cadres cravatés de l'autre côté du périph. Gros coup dur. Mais il en faut plus pour décourager Jipé qui nous a livré sa nouvelle stratégie : « sur le terrain BHV, sur le premier lot de 30 000 m², des choses sérieuses se préparent avec des acteurs dont je tairais le nom (mmm mystère mystère).

Nous insistons auprès de nos promoteurs pour commencer à montrer des bureaux, même sans acheteur dès la fin de l'année. Il faut bien incarner véritablement l'offre ».

En gros, construire un méga show room, pour avoir l'impression d'avancer. Et accessoirement appâter le client. Des bureaux vides comme preuve d'un projet qui a le vent en poupe, il fallait oser.

1 / La loose TOTAL

Des années de négos et d'embrouilles pour que les travaux de dépollution commencent enfin sur le terrain Total. « C'est à cause de cela qu'on a du retard sur certaines commercialisations de logements », s'excuse Jipé. Mince, encore un pépin. Décidément. Mais là, ça y est, Total et la SADEV se sont accordés : Total paye la dépollution industrielle et Sadev paye la dépollution pour une utilisation résidentielle. Coût de l'opération ? « Plusieurs millions d'euros », répond avec un grand sens de la précision Antonin Roth, nouveau directeur d'Ivry Confluences. Méthode ? Dépollution par « phytoremédiation », c'est à dire par les plantes. Un connaisseur du procédé de phytoremédiation a confié à son canard local préféré que cette méthode, fort sympathique, était aussi connue pour son extrême lenteur. Temps estimé par Nourrisson ? « Total demande 36 mois en tout, mais nous espérons que cela va prendre moins de temps ». L'espoir fait vivre.

2 / Le bureau vide bat son plein

Ah là là, la crise... C'est cette fameuse bulle spéculative de 2008 qui semble la cause de tous les maux. C'était déjà il y a presque 10 ans, mais pour le directeur de la SADEV Jipé Nourrisson et son architecte Bruno Fortier, cela explique encore qu'ils n'arrivent pas à vendre leurs beaux espaces de bureaux, et faire ainsi fleurir le secteur tertiaire sur le quartier. Mais pas question de remettre en cause la programmation des

3 / C'est quoi ce cirque ?

En attendant, on avait cru comprendre que le cirque de Madona Bouglione, actuellement situé sur l'Ile Seguin, à Boulogne-Billancourt, pourrait venir s'installer sur le terrain BHV (oui oui toujours celui-là). Mais dans Le Parisien du 2 novembre 2016, on apprenait que des squatteurs empiétant la parcelle pourraient compromettre l'installation du chapiteau. Ce n'est en réalité pas du tout la raison de l'abandon : « Le cirque avait besoin d'une assurance sur une certaine durée, c'était risquer que le terrain ne soit pas disponible pour de potentiels utilisateurs, nous confie M. Nourrisson. Cela risquait de nous handicaper fortement ». La SADEV aurait peut-être été prête à laisser le terrain un ou deux mois à des animateurs d'espaces vides. Mais de là à installer un espace culturel durable à la place des dizaines d'immeubles vitrés sensés relancer l'économie, il fallait pas rêver.

4 / Toujours la faute des squatteurs...

Ces mêmes squatteurs sont accusés par le directeur de la SADEV de ralentir les travaux de la ligne T ZEN : le bâtiment qu'ils squattent boulevard du Colonel-Fabien, l'ancien siège social du transporteur Ciblex, devait être racheté par l'aménageur pour faire passer le nouveau bus en site propre. Dans le même article du Parisien, on peut lire : « Les occupations sans droit ni titre sont un vrai problème sur la ZAC, déplore Jean-Pierre Nourrisson, agacé. Difficile de construire la ville dans ces conditions. » Ce qu'il omet de dire, c'est que la présence des squatteurs permettent aussi de négocier à meilleur prix les terrains convoités...

5 / Au collège Confluences, le mercure est toujours chaud

Le collège Confluences n'ouvrira pas ses portes à la rentrée 2017. La cause ? Encore et toujours cette satanée pollution au mercure, dont les nettoyeurs n'arrivent toujours pas à se débarrasser.

Rappelez-vous, le 27 mai 2015 (eh oui, 2 ans déjà), le Conseil général du Val-de-Marne, qui a financé la belle bâtisse à hauteur de 13,7 millions d'euros, décidait de ne pas ouvrir le bâtiment qui venait de sortir de terre. Des traces de pollution au mercure supérieures aux normes réglementaires avaient été décelées. Pas étonnant, puisque le collège est situé sur les anciens terrains de fabrication de lampes des usines polluantes Philips. Alors depuis, ça nettoie, ça décaisse, ça excave.

C'est dit !

Insalubre

Une dame demande : « c'est quoi cette poussière incrustée, sur la maquette ? ». L'employé de la Banque des Confluences répond, affligé : « c'est la verrière qui fuit. L'eau tombe sur le carton et en séchant, ça donne ce petit côté patiné... ».

Adieu Djamel

« Mégalo », c'est comme cela que certains collaborateurs décrivent l'ex-directeur opérationnel du projet, Djamel Aït-Aïssa. Ce dernier montrait régulièrement son mépris pour les habitants en lutte dans le quartier et ne travaillait que pour les projets bling-bling, visibles de la Seine. Il est parti en janvier 2017. Il avait peur que bosser pour la Sadev ne finisse par plomber son CV ?

Batailles d'architectes

L'îlot 3H, conçu par la crème des architectes qui montent, n'est pas près de sortir de terre. Mais courage, ça vient. Le temps de quelques négociations... « L'architecte des bâtiments de France a demandé des modifications importantes au projet, confie Nourrisson. Nous sommes dans les derniers jours d'ajustement, nous espérons déposer le permis avant la fin du mois. » L'espoir, toujours l'espoir...

La station Gambetta est fermée au public...

Jean-Pierre Nourrisson : « La question du prolongement dans le temps des investissements de la ligne 10 jusqu'à la place Gambetta est une question qui n'a pas de réponse précise ». Voilà voilà, ne commencez pas à attendre sur le quai de la 10 à Austerlitz pour aller à Ivry, ça risque de jouer les prolongations.

Et ça prend du retard. On nous avait promis que tout serait terminé au printemps 2017. Mais plusieurs zones restent encore au-dessus du niveau exigé par l'Agence régionale de santé. Des résultats « encourageants », nous dit l'optimiste Jean-Pierre Nourrisson. L'expertise judiciaire diligentée afin de connaître les responsables (et donc déterminer qui va régler l'ardoise de ce fiasco), ne donne toujours pas de résultats publics.

« L'experte a permis d'apporter des éléments pour nous tourner vers le responsable », confie le directeur de la SADEV, qui règle pour le moment la note. Autant dire que dans cette histoire, il faut encore faire la lumière pour décider qui paiera la facture...

ATTENTION DANGER PIÉTONS

Particularité de la rue Ernest Renan : longue de plusieurs dizaines de mètres, elle ne possède aucun passage piéton et les véhicules y circulent à une allure folle, camions comme voiture. Un joli passage piéton jaune est donc apparu récemment, non loin de la nouvelle ressourcerie. Apparition non revendiquée qui a fait réagir deux employés des services de la ville qui passaient là : faire un passage piéton soi-même, c'est interdit ! Comme ils nous l'ont fait remarquer, aucun aménagement ne sera prévu car le quartier va être détruit. Même son de cloche de la part de la municipalité suite aux nombreuses demandes des voisins préoccupés par le danger de la rue. Un « radar éducatif » a tout de même été mis en place mais devrait être enlevé dans l'année. Pas une grande perte : comme on pouvait s'y attendre, ça n'a pas fait ralentir les star pilot de la rue. La population actuelle doit donc supporter les dangers d'une rue volontairement ignorée par la Ville alors que les futurs nouveaux habitants, eux, auront droit à de beaux trottoirs larges et sécurisés, de la verdure et des pistes cyclables. À quand des dos d'ânes autogérés ?

LA SADEV NE SAIT PAS LIRE SES PROPRES CARTES

Rappelons-nous : à l'automne 2015, belle victoire pour la quinzaine d'habitant.es du 85 rue Molière, immeuble occupé plus connu sous le nom de Dilengo : un jugement favorable leur est accordé contre leur expulsion. La juge estime qu'ils sont en droit de rester chez eux encore trois ans. SADEV 94, propriétaire des lieux et aménageur du projet Ivry Confluences, ne compte pas en rester là. Il fait appel devant la justice, demande l'« expulsion immédiate », « une indemnité d'occupation mensuelle par occupant de 200 euros » et « une indemnité de procédure de 5000 euros ». Cette fois, l'aménageur sort de sa manche un précieux élément qu'il ajoute au dossier. Le nom et la nature du projet d'aménagement qui serait bloqué par les habitant.es du Dilengo est enfin dévoilé : il s'agirait de l'opération « Villa Molière ». « L'absence de démolition du 85 rue molière bloque l'aménagement de la zone concertée » et « le réaménagement de l'îlot ne peut avoir lieu que globalement », peut-on lire dans le texte d'appel de SADEV 94. « La Cour observera que l'immeuble dont il s'agit est situé rue Molière, entre la rue Lénine et le Boulevard de Brandebourg, où l'opération dite « Villa Molière » prévoit la création de 122 logements mixtes sur trois immeubles », précise-t-il. Le plaignant complète dans son texte d'appel que 96 places de parkings, 85 logements en accession et 37 logements en locatif social devraient être construits.

Mais si l'on regarde avec attention une carte de la ville, que voit-on ? Que le Dilengo n'est pas situé « entre la rue Lénine et le Boulevard de Brandebourg » mais de l'autre côté de la rue Lénine, au 85 rue Molière. Problème de repérage ou grossière manipulation ? L'opération « Villa Molière » ne peut être gênée par les habitant.es de l'immeuble occupé, pour la bonne

raison qu'elle est située au 46 rue Molière. Et, comble du comble, elle a déjà été totalement réalisée. Le 1er octobre dernier, l'opération a été inaugurée en grande pompe par M. le maire, un représentant de Bouygues Immobilier et M. Savoldelli lui-même, président de la SADEV 94. Musiciens et marionnettes géantes faisaient office de public, les nouveaux résidents se faisant rares. Mais une chose est sûre : les 96 places de parkings, les 85 logements en accession et les 37 logements en locatif social ont bien été livrés fin 2016. Vous pouvez désormais venir les admirer de vos propres yeux.

SADEV 94 méprise-t-il autant la justice (et les mal logés) pour fournir des mensonges aussi grossiers et aussi facilement démontables ? Sur l'« îlot » qui concerne le Dilengo, il n'y a toujours pas d'opération clairement définie à ce jour et les voisins ne sont pas inquiétés par des mesures d'expropriation ou de fin de bail. Sans aucun projet dans les poches pour justifier de l'expulsion de dizaines de personnes, SADEV 94 est incapable d'en inventer un, préférant invoquer celui du carrefour d'en face. Les trois juges de la cour d'appel n'ont pas apprécié qu'on les prenne pour des idiots : le 2 mars 2017, jour du passage



en appel, ils ont donné raison aux habitant.es du 85 rue Molière. « L'absence d'urgence particulière quant à cet aménagement sur les lieux occupés avant l'expiration du délai de trois ans accordé par le juge des référés, à propos duquel aucune date précise n'est donnée par la SADEV 94 qui procède en conséquence par affirmation s'agissant du retard que prendrait cet

aménagement du fait des délais accordés », affirme le jugement qui va même jusqu'à renouveler les trois ans de sursis à partir de la date de cette dernière décision. Un appel qui rapporte quelques mois de plus aux accusés, du jamais vu. Merci la SADEV !

QUARTIER EN GUERRE

Quartier en guerre est une BD dont les planches ont été dessinées et écrites par Seth Tobocman dans les années 1980 à New York et traduite pour la première fois en français par les éditions CMDE. Avec un beau trait de crayon et une sacrée justesse, Seth Tobocman parle des luttes contre la gentrification urbaine dans lesquelles il est investi. Dans le Lower East Side des années 1980, y'avait pas encore des centaines d'hommes d'affaires, y'avait des gens qui ouvrent des bâtiments, qui résistent à la police et à la récupération politique. Tout un quartier qui défend le parc « Tomkins Square » pour qu'il continue à être un lieu de rassemblement et un endroit où les plus précaires peuvent dormir. Ça parle des victoires et des défaites, et des rapports humains souvent compliqués au sein des collectifs. N'hésitez pas à passer le commander à la super librairie SCOP Envie de Lire, 16 rue Gabriel Péri, et profitez-en pour leur demander de bien vouloir accueillir quelques Charivary sur leur présentoir ;)



AVIS DE MOBILISATION EN SOUTIEN AUX RÉSIDENTS DU FOYER JEAN-JACQUES ROUSSEAU

Coallia, le bailleur du foyer au 13 rue Jean-Jacques Rousseau, exécute actuellement une série d'expulsions. Des résidents en situation financière difficile (quoi de surprenant dans une résidence sociale) ou surtout en « suroccupation » (lorsqu'elles dorment à plusieurs par chambre). Ce que Coallia juge intolérable. La grande majorité des résidents,

qui vivent sur place depuis des décennies, sont en totale opposition avec les pratiques du bailleur et son refus du dialogue.

Des mobilisations collectives sont en cours. Le foyer de la rue Jean-Jacques Rousseau est un lieu emblématique du quartier d'Ivry Port. Solidarité avec les résidents !

Cours de français

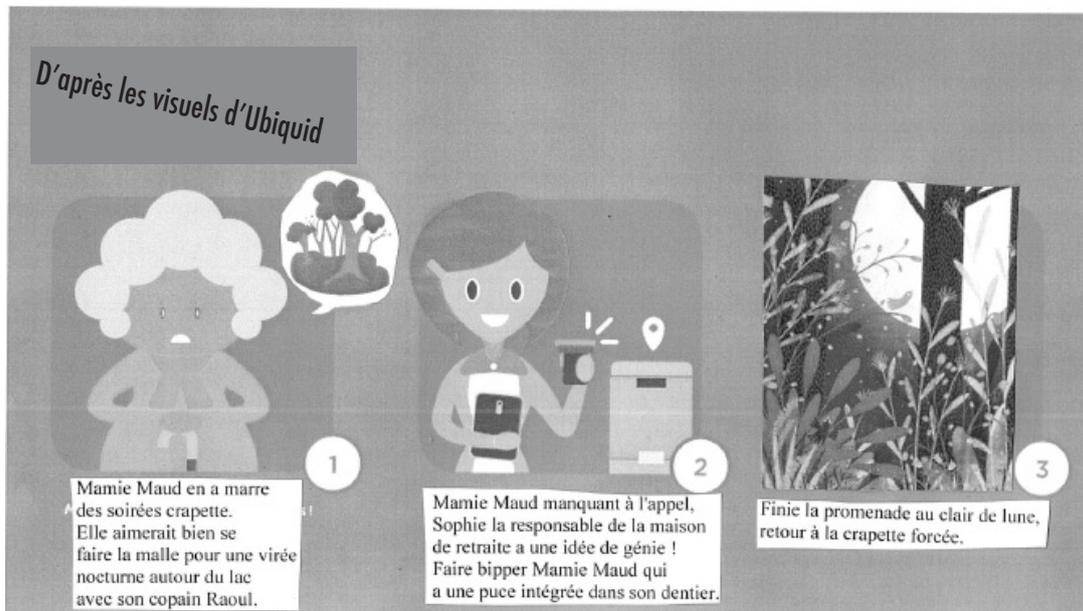
L'association Savoir Et Vivre Ensemble (ou SEVE) recherche des bénévoles pour dispenser des cours d'apprentissage à la lecture et à l'écriture au foyer de la rue Jean-Jacques Rousseau. Disponibilité demandée de 2h par semaine. Aucun niveau requis, juste l'envie de transmettre.

Contacteur Simon / yzontoupri@laposte.net / 06 10 88 16 77

SILVER INNOV

SE FAIT DE L'ARGENT

SUR LE DOS DES VIEUX



Dans « l' hôtel d'entreprises » installée rue Molière pour rendre la vie des personnes âgées plus douce, il y en a de belles trouvailles. Voici nos deux préférées.

Entièrement financé par les pouvoirs publics, la construction de Silver Innov' a coûté 14 millions d'euros.

Elle a bénéficié de 4 millions du Conseil Général et de 2 millions de la région Ile-de-France.

Cela fait maintenant trois ans qu'un pôle de l'économie des seniors a trouvé sa place dans le projet Ivry Confluences, dans un beau bâtiment neuf et high tech au 54 rue Molière (à ne pas confondre avec le 85, voir l'article précédent). Silver Innov peut accueillir jusqu'à 50 start-ups et entreprises, nous informe plein d'emphase le communiqué de presse à l'ouverture. On n'y est pas encore mais 13 sociétés y ont déjà pris place pour proposer des « technologies ou services innovants » pour les personnes âgées, ce que l'on appelle dans le jargon business la « silver économie ». Nous en parlions déjà dans un article de 2014, sous couvert d'altruisme et de bien-être, l'économie des cheveux gris est un business juteux qui se développe à la vitesse grand V ces dernières années. Pour vous faire une idée, petit focus sur deux exemples de start-up actuellement en activité sur notre commune...

HAPPYVISIO ou comment remplacer les humains par des écrans

En voilà une idée pleine de bon sens ! À l'heure des tablettes, méga-portables et autres écrans animés qui envahissent les couloirs de métro, autant mettre les personnes âgées à l'air du temps. La start-up Happyvisio, co-dirigée par un ex de chez TF1 Licences, se spécialise ainsi dans la vente de vidéoconférences à destination des « seniors », qu'ils visionnent directement chez eux dans leur chambre ou leur salon. Les sujets proposés : gestion du stress, jeux pour stimuler la mémoire, la nutrition, le passage à la retraite, le rôle de l'aidant... Comme l'entreprise l'explique sur son site, les « bénéfiques sont nombreux », et surtout, le premier est très clair : « dispenser les informations de prévention primaire (avant que les

risques ne surviennent) à un coût plus accessible que les ateliers classiques ».

En d'autres termes : supprimer les ateliers animés par des professionnels, lieux de socialisation et d'échange, où l'on pouvait parler à des « vrais gens » et interagir avec une personne compétente sur nos doutes et nos problèmes. Licencions-donc les aides à la personne et remplaçons-les par des ordinateurs. Après tout, le contact humain, à l'heure du numérique, c'est dépassé ! Et puis, ne nous plaignons pas trop : une personne pourra répondre aux questions derrière l'écran, via une application de type skype. Elle est pas belle la chaleur humaine ? Autre objectif développer sur le site Internet de la boîte : « Développer l'usage de la vidéo-conférence, solution d'avenir pour la lutte contre l'isolement des personnes âgées résidant à domicile ».

C'est bien connu, contre la solitude, rien de mieux qu'un ordinateur, des amis virtuels et quelques exposés prononcés d'une voix monocorde pour se sentir bien dans la vie.

« Malgré une mobilisation d'un comité de défense local, la municipalité rend un avis favorable au projet du groupe Eiffage d'ouvrir une clinique privée à but lucratif à la place de l'hôpital public Jean Rostand (fermé en 2009 malgré une mobilisation contre la suppression de 120 lits) au profit d'une filiale d'Orpea, multinationale spécialisée dans l'exploitation de l'or gris - qui n'a d'ailleurs toujours pas vu le jour. Comment ne pas grincer des dents quand on entend parler d'allongement de la vie, de conditions de vie et d'autonomie améliorées pour les personnes âgées alors que dans le même temps les conditions de travail et de vie pour les personnels soignants se dégradent de façon catastrophique et que les soins aux personnes âgées en font les frais en retour ? »

**Extrait de Charivary n°2,
avril 2014**

« Le marché des seniors c'est 20 milliards d'euros. C'est de l'or en barre »

Benjamin Zimmer, cofondateur et
directeur Général de Silver Valley.

UBIQUID

Une puce dans ton dentier,
et le tour est joué !

Ne saviez-vous pas que les employées surmenées des maisons de retraite sont harcelées par des résidents leur réclamant à longueur de journée leur linge perdu ? C'est pourtant ce que montre le clip vidéo d'Ubiquid, qui a trouvé la solution miracle pour parer à cette situation intenable : la start-up propose de glisser dans tous les vêtements des tous les résidents une « antenne passive RFID sur laquelle tout est désormais inscrit : propriétaire, mode de lavage, etc. Elle sera détectée et émettra un son grâce à une télécommande connectée. Fini la pantoufle égarée sous le lit ou la chemise chez la voisine : un beau « bip bip » et la vie n'en sera que plus facile et le stress envolé !

Décathlon l'a déjà mis en place contre le vol dans ses magasins, pourquoi pas votre maison de retraite ? Et vous pourrez même aller plus loin : en 2016, Ubiquid a même décidé d'innover toujours plus, après tout, c'est l'idée du monde de demain : ne jamais s'arrêter. Pourquoi ne pas mettre des puces RFID sur les objets ? Lunettes, cannes et... dentiers ! Voilà qui est malin : sous prétexte d'aider Madame Bertrand à ne jamais perdre son dentier, la voilà la puce aux dents. Ou comment pister des humains sous prétexte de leur vouloir du bien. On en a marre de chercher Madame Bertrand qui se cache dans le parc à chaque soirée jeux ? C'est terminé grâce à Ubiquid : on pourra faire bip son dentier et la retrouver derrière le buisson. Et à la prochaine fugue, pas de répit pour celle ou celui qui voulait goûter à un peu de liberté : l'application de géolocalisation le retrouvera illico presto. Un « énorme gain de temps » pour les employés. Et des humains pucés comme des objets...

Infos de quartier

École du vélo : Welcome !

Vous avez envie d'apprendre ou ré-apprendre à monter sur un vélo ? Vous savez déjà faire du vélo et souhaitez apprendre à circuler en ville avec plus de sécurité ? L'École du vélo est faite pour vous ! Rejoignez-nous ! Top départ à partir de mai 2017. Nous rassemblons un petit groupe de personnes migrantes, Roms et/ou d'habitants d'Ivry/Vitry aspirant à goûter à cette liberté en équilibre sur deux-roues, ou plus simplement à être plus mobile et autonome dans ses déplacements en ville. Séances gratuites (les vélos seront amenés sur place) / Inscription obligatoire / Séances d'apprentissage de deux heures le samedi matin / Lieu d'apprentissage : en face du CHU, dans les allées piétonnes à côté de l'école Rosalind Franklin à Ivry. Une initiative issue du collectif du Port-à-l'Anglais « Welcome refugees ».

Fabienne GUIMONT
fabienne.guimont@orange.fr
06 84 59 97 05

Envoyez-nous
vos annonces !
charivary.journal@gmail.com

LE FUTUR MÉGA-INCINÉRATEUR SERA TELLEMENT VERTUEUX QU'ON N'Y VERRA QUE DU FEU

Ouf, on a eu chaud ! Ivry a failli s'engager sérieusement contre le réchauffement climatique... Le 25 janvier dernier, lors d'une séance du conseil municipal convoquée exceptionnellement avec un jour d'avance, les élus ont finalement validé le projet de nouvel incinérateur, à 21 voix pour et 18 contre. Une victoire permise par le volte-face des 6 conseillers de droite qui n'ont pas pris par au vote alors qu'ils s'étaient opposés le 20 octobre 2016. Ce jour-là, lors d'un vœu déposé par les écolos, le conseil municipal s'était opposé à la poursuite de ce méga-projet, au grand dam de Philippe Bouyssou, qui y est favorable.

C'était trop pour M. le maire, qui a organisé une nouvelle consultation, laissant le temps à la droite de se faire remonter les bretelles par ses collègues du Sycotom. C'est qu'à l'échelon régional, la droite est à la manœuvre pour imposer la nouvelle usine à déchets. Alors des élus locaux qui s'amusent à voter contre, juste pour le plaisir d'embêter leur maire communiste, ça ne fait pas très sérieux. La droite ivryenne est donc rentrée dans le rang, et c'est ainsi que Philou a pu apporter une voix positive dès le 26 janvier à

l'assemblée du Sycotom pour valider sereinement la deuxième tranche de la reconstruction de ce giga-projet obsolète et polluant qui pèse 430 millions d'euros.

De nombreuses associations écolos dénoncent cette opération : « trop chère et inadaptée », considère Anne Connan, du collectif ivryen 3R. Mais pour le Sycotom, pas de problème. La preuve : à la COP21 en décembre 2015, un apprenti sorcier, Rodrigo Rivera Tinoco, chercheur aux Mines Paris Tech, était chargé de nous raconter comment capter le CO2 sorti des cheminées pour le transformer en d'autres molécules afin de nourrir des micro algues. Ça c'est important !

Voilà près d'un demi-siècle qu'Ivry héberge un incinérateur géant qui traite les ordures ménagères de 14

communes alentour ainsi que 11 des 20 arrondissements de Paris. Bâti en 1969, remis aux normes voilà dix ans, il rejette bon an mal an 580 000 tonnes de CO2, 10,7 tonnes de poussière, 200 kilos de métaux lourds, 180 tonnes d'oxyde d'azote et 57 de dioxyde de soufre (chiffres 2013). Ce qui, même aux normes, n'a rien de très écolo... D'autant que sa durée d'exploitation a déjà été largement dépassée : d'où l'idée d'en construire un nouveau, puis de raser l'actuelle usine qui turbine encore nuit et jour.

N'y a-t-il pas d'autre solution ? L'ONG Zero Waste France a fait plancher ses experts sur la question, lesquels ont pondu un contre-projet : le « plan B'om » (baisse des ordures ménagères), qui propose tout simplement de fermer l'incinérateur d'Ivry : « En Île de France, nous sommes les mauvais élèves du recyclage. Même le Sycotom reconnaît que 42 % de nos poubelles pourraient déjà être triés. Il faut mettre en place des méthodes sérieuses de tri papier-carton, et des collectes en porte à porte de déchets organiques ou du compostage de proximité. Cela se fait dans d'autres villes, pourquoi pas ici ? Les déchets restants pourraient être facilement absorbés par les autres incinérateurs de la région. » Pure utopie d'écologistes far-





felus ? Pas sûr : non seulement la loi sur la transition énergétique votée en 2015 prescrit de valoriser à l'horizon 2025 tous les déchets organiques (collecte sélective de bio-déchets ou compostage) et de recycler à hauteur de 55%, mais même les experts officiels du plan régional d'élimination des déchets affirment qu'il n'ait nul besoin d'un nouvel incinérateur. Sauf que les enjeux financiers sont énormes : il devrait coûter 1,8 milliards d'euros, soit quatre fois le montant du projet d'aéroport de Notre-Dames-des-Landes... Bénéficiaires : Sita, une filiale de Suez Environnement, et plusieurs filiales de notre ami le géant Vinci.

Pour parer aux critiques, le Sycotom se démène pour peinturlurer son projet en vert. Au propre comme au figuré. Voyez, sur son dernier photomontage, de petites tâches de vert parsèment la façade de la future usine, pour lui donner un aspect nature

et fraîcheur. On nous promet aussi un incinérateur plus petit, qui à son démarrage en 2023 brûlera moitié moins de déchets (350 000 tonnes par an). Ensuite, le Sycotom promet un gaz carbonique "valorisé" car sa combustion continuera d'alimenter en chauffage le voisinage. Le Sycotom utilise au mieux les astuces élaborées lors des grandes conventions sur le climat pour permettre à tout un chacun de continuer à polluer en se faisant passer pour un sauveur de la planète. Les chefs d'État et les entreprises se sont accordés sur des méthodes précises pour calculer le « coût carbone » des activités humaines : combien de CO2 telle activité rejette-t-elle dans l'atmosphère ? Et ils ont décidé que brûler des déchets d'origine végétale était « neutre en carbone », au prétexte que ces déchets avaient eux-même déjà stocké du carbone durant leur vie de végétaux. Admirez la manip' : comme

le tri est mal fait, et qu'une partie des ordures brûlées pour produire le gaz carbonique est d'origine organique, celles-ci sont considérées par une Convention-Cadre des Nations Unies comme « neutres en carbone ». Du coup l'énergie qui en résulte est dite « renouvelable », et donne droit à des subventions de l'Ademe et à une TVA au rabais : à 5,5% au lieu de 19,6 % ! Et hop, voilà comment faire d'un incinérateur polluant le carburant magique de la croissance verte...

En 2017, la demande d'autorisation d'exploiter aurait été déposée en Préfecture. Reste à obtenir une copie et à faire en sorte que l'enquête publique prévue au « deuxième semestre 2017 » ne soit pas qu'un enfumage de plus mais que le vent tourne en faveur des solutions alternatives qui ont été proposées. Monsieur le maire rétorque à tous qu'Ivry se doit d'être responsable et, quoi qu'on en pense, prendre sa part de la corvée de déchets en Île-de-France. Est-ce vraiment responsable de préparer les infrastructures qui, demain, nous permettront de foncer toujours plus vite dans le mur climatique ? Qui est le plus irresponsable : celui qui risque demain de ne pas savoir où mettre quelques poubelles parce qu'il n'a plus d'incinérateur, ou celui qui prend le risque demain de ne pas savoir où vivre, parce qu'il n'a plus de planète ?

BAD TRIP

Marie-Chantale, nous sommes trahis !
Dans le Ivry ma ville d'avril 2017, on peut lire que
sur le projet Ivry Confluences, à proximité
de l'ex-site BHV, ils installeront un marché bio ou,
plus vraisemblablement, un marché « raisonné »...



Mais alors, notre affaire
va complètement s'effondrer..



Encore un coup
des écologistes radicaux

Avec Constance, nous devions
vendre toutes nos tomates
industrielles cultivées
en Espagne sous serre toute l'année.
On nous avait promis un
« marché forain » qui aurait
été notre principal lieu
d'écoulement de notre marchandise...

MARIE ARRIVE À TEMPS.

Constance !



Arrête, tu es
folle!
Laisse-moi tran-
quille!

C'est à cause de la nouvelle dans Ivry ma ville ?
C'est le marché raisonné
qui te fait perdre la raison ?



Attends Constance,
je crois qu'il ne faut pas trop
s'emballer, je me rappelle maintenant
l'origine de ce mot...



à Ivry-Port

Te souviens-tu de nos cours d'agrobusiness ? « Raisonné » est le mot inventé par nos amis les lobbyistes (ECPA) des années 1990 pour protéger l'agriculture intensive derrière un mot qui donne l'impression que l'on respecte l'environnement.

Ne t'inquiète pas. Les 98 mesures qui permettent de dire « agriculture raisonnée » sont des règles de base de l'agriculture conventionnelle. Sans limitation du nombre de traitement. Fongicides, insecticides, herbicides, régulateurs de croissance, tout est autorisé !

Chouette, tous les produits que nous utilisons...

Et en les faisant payer plus chères aux consommateurs, pour leur donner l'illusion qu'elles sont spéciales, plus saines, plus « raisonnées »...

Quel coup marketing !

Tu es sûr ? J'ai peur qu'ils nous demandent de respecter tout un tas de règles écolos et alors, adieu nos juteux bénéfices !

En fait, c'est mieux que « l'agriculture durable », qui autorise moins de produits.

Ouf, on va pouvoir ramener nos tomates dopées aux produits sur les étals d'Ivry port...

Tu vois, à la com' d'Ivry Confluences, ils sont très fort. On s'est même faites avoir ! Avec « bio » et « raisonné » dans la même phrase, on est tombées dans le piège !

Alors que « raisonné », c'est le prix de la bio mais sans la qualité : une bonne manière de faire avaler

nos tomates dégueus à tous ces nouveaux habitants qui vont débarquer !

Vive l'arnaque ! (et merci l'urbanisme moderne)

« C'EST À IVRY QUE J'AI EU LE DÉCLIC »

**Augustin Modern,
prix Xavier Niel 2025**

Matthias Navarro, maître d'oeuvre de l'opération @home, l'a promis : un des immeubles du projet immobilier sera « surmonté d'une sorte de soucoupe volante ». Nous aussi, on a décidé de se la jouer futuristes. En espérant que ce ne soit que de la science fiction.



Nous sommes en juin 2025. Conçu dans le cadre du projet Ivry Confluences, le fleuron de l'hébergement « @home » a ouvert ses portes il y a quelques années rue Jean Jacques Rousseau. Il permet de loger celles et ceux qui travaillent à Station F, l'« incubateur de start-up » installé non loin de là dans le sud de Paris. « @home », bel ensemble de 600 places imaginé dix ans avant par Xavier Niel, le patron de la société Free, accueille donc aujourd'hui des start-upper venus du monde entier. Augustin Modern fut l'un des premiers d'entre eux. Il est inconnu du grand public mais ne le restera pas longtemps : il vient de remporter le prix Xavier Niel, qui récompense le meilleur start-upper de l'année. En vrai amoureux d'Ivry, il a passé deux heures dans nos locaux pour se remémorer ses années 9-4.

« C'EST À IVRY » : Vous venez de remporter le prix Xavier Niel 2025 pour votre application « Coyote social ». Qu'est-ce que c'est au juste ?

Augustin Modern : « Coyote social », c'est très simple. C'est une application destinée aux responsables qui veulent un dialogue social sincère et efficace dans leur entreprise. Le temps des managers à l'ancienne, toujours frileux vis-à-vis des syndicats, est révolu : il faut être ouvert. Et en même temps, il ne faut pas céder aux vieux blocages, aux réticences de salariés parfois mal informés et tentés par des formes d'actions rétrogrades, comme la grève ou le blocage.

Oui, mais encore ? En quoi consiste cette appli ?

Pardon, je me suis un peu perdu dans mon pitch. Donc concrètement, « coyote social » réunit la communauté des décideurs responsables. Vous êtes un décideur, responsable RH ou animateur de réseau. Vous installez l'appli « coyote social » sur votre téléphone. Lorsque vous rencontrez une personne un peu obtuse, qui a de vieux réflexes, un salarié qui demande à lire son contrat de travail avant de le signer, par exemple. Hop, en un clic, vous le signalez au reste de la communauté. Vous téléchargez sa photo et tout son bagage numérique sera associé automatiquement : ses profils blablacar, linkedin et même leboncoin seront visibles pour toute la communauté, ainsi bien sûr que ses tweets et son mur facebook. Et surtout, vous pouvez ajouter des commentaires personnels, pour que toute la communauté soit au courant des pratiques archaïques de cette personne.

Comment peut-on réellement utiliser les informations de « coyote social » ?

De votre côté, lorsque vous êtes dans une réunion, vous pouvez prendre discrètement en photo les participants et soumettre les photos à « coyote social ». Si un participant a déjà été repéré, vous le saurez immédiatement. Ainsi vous pourrez avoir rapidement les informations essentielles sur tel ou tel individu douteux, et

prendre les mesures nécessaires avant qu'il ne vous cause de réels problèmes. En concentrant le dialogue social avec les salariés les plus ouverts, on lui permet d'être vraiment efficace. Finies les grèves, les revendications qui n'aboutissent jamais, les conflits inutiles : c'est du gagnant-gagnant.

Mais alors les salariés n'ont pas leur mot à dire ?

Au contraire ! Ils sont invités à participer. Bien souvent, les salariés ne supportent pas les quelques éternels qui prétendent les défendre, mais ils n'osent rien dire. Grâce à « coyote social », la majorité silencieuse peut contribuer à démasquer les imposteurs. Imaginez qu'un responsable syndical prenne, au mépris de l'égalité, un deuxième yaourt à la cantine. Eh bien le salarié lambda qui voit ça peut le prendre en photo et l'envoyer à « coyote social ». L'information sera mise au service de la communauté des décideurs, qui pourront prendre les mesures nécessaires contre ce syndicaliste tartuffe.

Quel rôle à joué la résidence ivryenne @home dans votre parcours ?

Essentiel. Ivry a joué un rôle essentiel. Je suis arrivé ici à seulement 22 ans, avec une folle envie d'innover et surtout d'aider les autres. J'étais très ad-

miratif de cette ville, avec sa tradition solidaire et ses nouveaux équipements de qualité. Dans nos appartements de près de 100 mètres carrés, il y avait une ambiance terrible ! Imaginez : 6 jeunes entrepreneurs enthousiastes dans une colocation, c'est comme si le meilleur du monde entier se retrouvait là, à Ivry-sur-Seine. C'était un honneur pour moi de participer à ce projet qui abolissait en quelques sortes les frontières : je vivais avec une mexicaine, un pakistanaï, un canadien et deux allemandes. Toutes et tous diplômées de grandes écoles de commerce, loin des clichés misérabilistes sur les migrants !

Mais j'ai vite été choqué par la difficulté d'Ivry à se transformer vraiment : toute une partie de la ville semblait encore croire aux vieilles lubies de la gauche. Les élus municipaux, par exemple, passaient souvent nous voir pour se féliciter du succès de nos entreprises. Mais en sortant de @home, ils filaient serrer la main à des ouvriers qui refusaient bêtement la modernisation de leur entreprise. Pendant ce temps-là, tous les jours à Station F, je côtoyais des innovateurs qui fabriquaient les solutions de demain, avec des applis performantes. J'ai alors compris que la ville était encore bloquée par une petite minorité qui se croyait encore au temps de Karl Marx, comme obsédée par ce qu'ils appellent « l'exploitation ». C'est là que j'ai eu l'idée de « coyote social », pour défendre concrètement le camp du progrès. C'est à Ivry que j'ai eu le déclic.

Ivry n'était-il pas qu'une cité-dortoir pour vous ?

Pas du tout, je passais beaucoup de temps dans les nouveaux bars qui se sont montés dans le quartier. J'ai même pu développer mon application en partenariat avec les commerçants installés dans le complexe @home. La journée, je codais à Station F, et le soir je testais directement en buvant des coups en bas de chez moi. Et je voyais les résultats : trois nouvelles serveuses ont été recrutées rapidement pour remplacer celles qui tentaient de monter un syndicat autonome sous

prétexte qu'elles n'avaient pas le droit d'aller aux toilettes quand elles voulaient. C'est grâce à moi : j'avais réussi à enregistrer une conversation privée entre elles pendant le service, que j'ai transmis au manager : il lui a été facile de les licencier pour pause abusive. Les nouvelles serveuses étaient ravies de trouver enfin un travail. Quant aux trois anciennes, j'imagine qu'elles sont encore aux toilettes à l'heure qu'il est, puisque c'était si important pour elles !

Xavier Niel a longtemps été critiqué pour ses relations avec les syndicats au sein de ces entreprises. Il a notamment été accusé de fichage de ses salariés. En recevant un prix de sa part, vous n'avez pas peur d'être assimilé à ces pratiques brutales ?

Vous savez, les médisants trouveront toujours un moyen de critiquer. Mais je pense au contraire que si Xavier avait pu utiliser « coyote social » tout au long de sa carrière, il n'aurait pas connu toutes ces polémiques. Aujourd'hui, l'information est disponible : plus besoin d'obscurs « fichiers secrets », qui finissent toujours par se retourner contre ceux qui les mettent en place ! « Coyote social » donne les moyens à tous de mettre en place un dialogue social apaisé.



STATION F

LE PLUS GRAND CAMPUS
DE START-UP AU MONDE

Tu es un jeune entrepreneur d'une start-up early stage qui rêve d'habiter dans un co-living space en proche banlieue de la plus belle ville du monde ? Tes hobbies c'est le outdoor tennis en rooftop, le fitness et les lounge bar ? Tu travailles en full time sur ton poste de travail en open space ? Les maker space et les pop up shop sont des must have de ta life ? Tu kiffes les fun stuff ? Tu veux hisser ton projet hardware au rang de projet industriel innovant ? Tu hais les meeting obligatoires et les deadlines toutes faites ? Tu cherches une hot desk available now ? Tu veux targeter de nouveaux prospects ? Tu rêves d'un espace pour organiser ton event, ton pitch de start up ? Tu te sens à l'aise dans une creativity room pour éviter le brain slacking ? Tu cherches un lieu original pour chiller ou pour tes moments networking ? Tous ces mots bizarres sont issus (pour de vrai) du site internet de Station F (stationf.co). Si cette incantation managériale t'enchant, que ces formules te paraissent trop cool, prends garde à toi, tu pourrais devenir le futur Augustin Modern... Vite, une sieste, un charivary, une merguez : reste avec nous.

TEMOIGNAGE

« ILS NOUS ONT GAZÉ À L'INTÉRIEUR DE LA MAIRIE ! »

Mardi 18 avril, une centaine de travailleurs sans papiers occupent la mairie d'Alfortville pour tenter l'ouverture d'un dialogue avec la préfecture, dont les pratiques empêchent désormais les régularisations. Alors qu'ils cherchent à parler au maire, des dizaines de policiers débarquent et les délogent avec violence. Le témoignage de Mamadou Dialo, du Collectif travailleurs sans papiers Vitry.

1. À Vitry, Courbevoie, Montreuil, Rosny Sous Bois et à l'intérieur de Paris.

2. Même si à l'heure d'aujourd'hui leur entente bat de l'aile, Carvounas ayant déclaré qu'il désapprouvait la tentative de Valls de rejoindre République En Marche.

« **C**e matin du 18 avril, vers 9 heures, on a décidé d'envahir l'hôtel de ville d'Alfortville. Nous étions environ 160 du même collectif, « travailleurs sans papiers » qui est basé sur plusieurs villes d'Île-de-France¹ et quelques soutiens. Luc Carvounas, le sénateur-maire d'Alfortville, est un proche de Manuel Valls² et nous voulions dénoncer le quinquennat Hollande et la loi Cazeneuve de



mars 2016 qu'il a voté au Parlement. Cette loi a des conséquences catastrophiques sur les régularisations par le travail, de plus en plus compliquées à la Préfecture. Vu que le préfet du Val-de-Marne s'est déplacé quand Valls est venu faire campagne à Alfortville pour les primaires, on s'est dit que c'était un bon endroit pour faire pression.

A Rungis, grève victorieuse pour 128 travailleurs sans-papiers

Le 7 avril dernier, la préfecture du Val-de-Marne s'est cette fois pliée aux revendications de 128 travailleurs sans-papiers de la Semmaris, société d'exploitation du marché de Rungis. Depuis 22 jours, éboueurs, agents de sécurité, cuisiniers, occupaient le hall de leur entreprise pour obtenir la légalisation de leur travail. Ils ont finalement obtenu un accord avec la préfecture sur « l'établissement par les services préfectoraux de récépissés avec autorisation de travail pour l'ensemble des grévistes » et le « dépôt des dossiers des 128 travailleurs sans papiers en Préfecture du Val-de-Marne ». La CGT était aux commandes de cette grève victorieuse. « Je suis très heureux pour mes camarades, commente Mamadou Dialo, du CTSPV 94. C'est une belle victoire. Mais la CGT, avec ses forces humaines, pourrait faire beaucoup plus ».

Lorsque le directeur du cabinet du maire est venu à notre rencontre, on a compris qu'il était pas prêt à dialoguer. Il était sous tension. On voulait discuter mais lui, il n'était pas prêt. Des policiers ont commencé à rentrer dans la mairie et puis 30 minutes plus tard, un deuxième groupe de policiers a fait irruption. Ils étaient environ une trentaine au total. Et là ils ont commencé à nous attraper, sans prévenir. D'habitude, lors de toutes nos occupations précédentes, ils nous préviennent, 'On vous donne 15 minutes pour partir' et on s'exécute. Mais là, pas d'avertissement. On comprenait pas, on a pris peur, on a commencé à faire une chaîne. Et là ils ont envoyé des lacrymos à l'intérieur ! On s'est fait gazé, on ne pouvait plus respirer, on n'avait plus de force pour accéder à la porte. Il y a eu 14 blessés par gaz, une personne blessée à la jambe

car quelqu'un lui a marché dessus dans la cohue. Parmi elles, deux ont dû aller à l'hôpital jusqu'en milieu de journée.

Nous, on sait bien qu'on n'est pas plus fort que l'État, qu'on ne peut pas gagner par la bagarre. Alors on n'est pas dans la provocation. Mais si on n'occupe pas des bâtiments officiels, où se trouvent les personnes de pouvoir, si on ne met pas en place un rapport de force, personne ne nous écoute !

Notre collectif, une sorte de syndicat, organise des Sans-papiers de deux foyers de Vitry. Il s'est constitué en 2008. Maintenant, nous sommes implantés dans l'ensemble du Val-de-Marne. Depuis fin 2014, nous menons une campagne avec deux autres collectifs (Droits Devant et la CSP 93) et l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires du ministère du Travail pour faire reconnaître le droit d'être régularisé sur simple présentation d'une preuve de travail. Nous avons occupé à plusieurs reprises des bâtiments du ministère du Travail.

Depuis la loi Cazeneuve de mars 2016, les contacts avec la Préfecture sont très compliqués. Avant, ils nous rappelaient tous les deux mois. Grâce à d'autres occupations, nous avons obtenu de la Préfecture qu'elle examine des dossiers groupés. Depuis 2013, cela a permis 50 régularisations. Mais depuis septembre 2016, on n'a plus de contact

direct au guichet de la Préfecture. Et ils ne nous ont jamais expliqué pourquoi ce changement brutal. Avant, on pouvait s'inscrire par rendez-vous à l'accueil et maintenant il faut faire cette démarche sur Internet. C'est de la maltraitance informatique : on attend parfois quatre mois sans rendez-vous. La conséquence ? Des patrons qui nous avaient fait des promesses d'embauche et qui les annulent car on n'obtient pas les papiers de la Préfecture. Et puis, la loi Cazeneuve criminalise désormais l'utilisation de fiches de paie sur la base d'alias (avec la carte de séjour de quelqu'un d'autre).

Comment faire ? On nous demande des preuves qu'on travaille et en même temps on n'a pas l'autorisation de travailler. Mais on est toujours déterminés. Malgré la violence de la police, on va continuer à s'organiser et à occuper les administrations ! C'est par la lutte contre les lois qui nous pénalisent que nous avancerons ! »



IVRY-PORT INDÉPENDANT ?

Une idée folle ? Et pourtant, même si ça vous paraît farfelu, cette hypothèse aurait pu devenir une réalité. C'est ce que nous apprend l'historien Emmanuel Bellanger dans son livre *Ivry banlieue rouge*, paru en mars 2017 aux éditions Creaphis. «

N'en doutons pas, la méfiance du corps municipal à l'égard de toute volonté séparatiste est réelle. Elle s'appuie sur des précédents.

En banlieue, les exemples sont nombreux de quartiers qui ont fait sécession et se sont érigés en commune indépendante : Levallois Perret en 1866, les Lilas en 1867, Malakoff en

1883, Alfortville en 1885. » A la fin du XIXème siècle déjà, le conseil municipal ivryen sentait bien que l'accès au fleuve et la proximité avec Paris étaient essentiels au dynamisme économique de la ville, (la concurrence entre les communes existait déjà) dont il aurait grand tort de se priver en laissant le quartier du port prendre son indépendance.

Et déjà, les mots sont importants : Ivry change de nom et devient « Ivry sur Seine » le 2 mai 1897, attachant désormais la commune à son fleuve, à son port fluvial et à son quartier excentré des bords de Seine.



Rêve de grand soir

Au soir du premier tour des élections présidentielles, galvanisé par les résultats de sa ville (Méluche en tête avec près de 9000 voix - 31,6 % des inscrits), notre maire Philippe Bouyssou s'écrit : « Je regrette qu'Ivry ne soit pas la France ! ». Chaud, il est chaud Philou pour l'Élysée !

And the winner is...

À Ivry, le grand vainqueur de cette élection présidentielle est : le 36ème bureau ! Ce bureau de vote réunissant des électrices et des électeurs habitant entre le parc des Cormailles et le boulevard péri-phérique (664 inscrits en tout) n'a donné que 31 voix à Le Pen au premier tour. Soit moins de 5 % des inscrits, contre plus du triple au niveau national. Le 36ème bureau remet son titre en jeu à l'occasion des législatives de juin. Qui arrivera au glorieux « zéro voix » pour le FN ?

Le 94 contre l'aéroport

Vous avez toujours rêvé que le gouvernement essaie de transférer l'aéroport d'Orly à Ivry pour pouvoir faire une ZAD au parc des Cormailles ? Vous regardez encore des vidéos des affrontements à Notre-Dame des Landes alors qu'ils ont eu lieu il y a maintenant 5 ans ? Vous savez très bien ce que veut dire « Europacity » et où se trouve le « triangle de Gonesse » ? Le tout nouveau comité ZAD 94 est fait pour vous. Plus sérieusement, il réunit des gens de divers horizons qui veulent participer à la résistance au projet d'aéroport nantais depuis notre beau département. Car non, l'aéroport n'est toujours pas abandonné, et oui, le nouveau président Macron peut tenter de le relancer. Il va y avoir du sport : contactez comitezad94@riseup.net.

Courte victoire pour le Massicot

Les habitantes et les habitants du squat Le Massicot, bâtiment occupé près de l'espace Robespierre depuis septembre 2014, ont finalement réussi à arracher un accord pour pouvoir rester jusqu'au début des travaux prévus sur leur parcelle. C'est le tribunal d'Ivry qui l'a annoncé le 8 novembre 2016. Seul hic : les travaux, justement, semblent s'approcher à grand pas. Un permis de démolir a même été affiché sur le bâtiment. Les pelleteuses pourraient arriver dès la rentrée scolaire. Tant pis pour l'aspect participatif du projet vendu par la société Coopimmo, mis de côté au profit d'un immeuble déjà tout dessiné, ressorti des cartons où il dormait depuis 2012. Vite, il faut faire table rase...

Le député se perd dans le squat

Croisé sur un trottoir, le député sortant Jean-Luc Laurent, soutien de François Hollande, en train de faire la cour à un habitant du squat Le Massicot : « et quelle est votre situation ? Mais que peut-on faire pour vous ? Je vais me renseigner... » La campagne pour les législatives doit être bien mal embarquée pour qu'il perde son précieux temps d'élu à donner du baume au cœur à d'horribles squatteurs. S'il veut aider, une idée : qu'il propose, avant de dire au revoir à l'Assemblée nationale d'abroger la dernière loi anti-squat, votée à l'unanimité sous le quinquennat Hollande...

«Bon à rien»

Le 26 novembre 2016, le Mouvement pour un Socialisme du XXIème siècle organisait une réunion publique sur le thème « Combat laïque, combat social », la dernière formule à la mode chez une certaine gauche qui s'obstine à penser que toute apparition de l'islam est un danger pour la France et multiplie les déclarations islamophobes.

La salle, qui ronronnait quelque peu à force de dénoncer les méfaits de toutes celles qui portent le foulard, se réveille lorsqu'une personne prend la parole pour défendre une autre vision de la laïcité : respectueuse de toutes les croyances et antiraciste.

Une laïcité mettant en avant les droits de toutes et tous, athées, juifs et juives, catholiques, musulmans et musulmanes. Qui défend donc le droit d'apparaître dans l'espace public, avec leur foulard ou leur kippa si ça leur chante. Horreur dans le public : cris, menaces, intimidations, la proposition fait scandale. C'est Mourad Tagzout, tête de pont de la France insoumise à Ivry, qui prend la tête de la révolte, traite l'impétueux de « bon à rien » et mélange allégrement la question du foulard avec le terrorisme. Avant d'enchaîner, enragé, contre le PCF d'Ivry, accusé de « complaisance » pour avoir laissé organiser une soirée sur l'émancipation des femmes musulmanes où plusieurs d'entre elles portaient le foulard. « Combat laïque »... contre les femmes ? Voilà un beau programme pour la France insoumise !

Premier carnaval indépendant à Ivry !

« Suite à un carnaval sauvage organisé le soir du 25 mars 2017, une réunion de crise a été organisée entre élus, promoteurs et urbanistes en vue d'annuler les opérations de spéculation immobilière sur les territoires franciliens et de permettre l'autogestion des quartiers par leurs habitants... » Bon, d'accord, ce carnaval n'a pas eu de telles retombées mais on peut bien rêver ! Car le carnaval du 25 mars a bel et bien existé, lui. Et de l'énergie il s'en dégageait de cette bande de mioches survoltés, de ces militants déguisés, de ces passants amusés, de ces chants endiablés et de ce char-toboggan 100% récup. Chacun avait amené ses raisons d'être là : surprendre les passants avec un défilé improbable et non déclaré selon l'esprit « authentique » des carnivals, lutter contre la rénovation urbaine en organisant un procès fictif du Grand Paris, défendre le droit au logement pour tous, chanter ou s'amuser ! Tout le monde est reparti avec des étoiles plein les yeux d'avoir vu se mélanger la fête et la politique, de pouvoir danser au milieu de la rue et de manger des bananes au chocolat !



ça s'passera ailleurs



Centre social autogéré en lutte

À Saint-Denis, au milieu du boulevard Marcel Sembat, les anciens locaux de l'Assurance maladie (propriété de la Fédération française de triathlon) ont été squattés et transformés en logements d'urgence et en centre social de quartier par un collectif de personnes avec ou sans logement, avec ou sans papiers français. L'Attiéké, au delà du plat traditionnel ivoirien, est le nom qui a été donné à cette aventure humaine. Derrière la façade bariolée du bâtiment, fourmille une petite communauté qui tente d'organiser une résistance populaire face aux galères du quotidien. En trois ans et demi, des centaines de personnes ont participé aux ateliers de français, aux permanences pour le logement et les papiers, à l'atelier vélo du dimanche, au centre de loisirs pour les enfants, à la permanence d'écrivain public, ainsi qu'aux nombreuses soirées qui ont marqué la vie de ce lieu.

Mais l'Attiéké est expulsable depuis le 1er avril 2017. Ses habitant.es risquent de se retrouver à la rue et les activités qui s'y déroulent de disparaître. Les membres du collectif demandent : la régularisation et le relogement de toutes les habitant.e.s et que le collectif soit reconnu et soutenu par la mairie / la réquisition d'un bâtiment équivalent sur Saint-Denis par la mairie ou la préfecture / la mise en place d'une enquête sociale préalable à l'expulsion, comme le veut la loi française / l'annulation de l'amende due au propriétaire et des frais judiciaires. Pour soutenir la lutte, plus d'info sur collectifattieke.wordpress.com Une histoire qui vient d'être mise en image par Yassine Hubert, épaulé par un collectif audiovisuel qu'on adore (Synaps bien entendu). Le réalisateur a suivi le quotidien du lieu pendant plus de deux ans, entre le printemps 2015 et l'hiver 2016. Et pour réussir à boucler cette petite perle documentaire qui sortira bientôt, l'équipe a besoin d'un p'tit coup de pouce financier. N'hésitez pas à sortir quelques sous, ça vaut le coup ! attieke-allstars-le-film.fr

La Parole Demain

Les locaux de la Parole Errante appartiennent au conseil départemental (CD 93) de Seine-Saint-Denis. L'homme de théâtre Armand Gatti (qui nous a quitté) et sa troupe y sont installés depuis 1997. Le bail se termine toutefois, et non sans lien avec la transformation en cours de la ville : le CD 93 veut récupérer les lieux pour en faire un espace un culturel de plus. Ces dix dernières années, la Parole Errante a accueilli un grand nombre d'initiatives politiques, sociales et culturelles. Un accueil presque inconditionnel et une grande liberté d'usage y a été possible. À partir de cette histoire, de ces usages et des collectifs qui occupent ce lieu quotidiennement ou régulièrement, nous avons construit le collectif de la parole demain pour imposer des suites à la parole errante qui repartent de l'existant.

Le CD, en réponse, ne cesse de repousser la fin du bail, ou de contourner le problème en lançant notamment un appel d'offres pour la reprise du lieu. Deux projets ont été pré-sélectionnés : celui des Jeunesses Musicales de France (JMF) et celui de l'Envol (« centre d'art et de transformation



CONSTRUISSONS ET DÉFENDONS LA PAROLE ERRANTE
la parole errante demain . org

sociale») d'Arras. Pour l'instant, il n'a été donné par le Conseil Départemental aucune suite à cette pré-sélection, et rien n'est déterminé quant au devenir de la Parole Errante. Nous continuons d'inventer le futur de la Parole Errante à partir de l'existant et de la multiplicité d'initiatives accueillies dans ce lieu, nous exigeons une expérimentation sur 3 ans dans cette perspective.

Nous avons besoin d'être nombreux, venez donc ! Passez nous voir à la librairie, au Centre Social Auto-géré, écrivez-nous, organisez des choses, organisons-nous, nous avons besoin de lieux partagés, ouverts, défendons-les !

Continuons de prendre la parole !
laparole demain@gmail.com
laparoleerrantedemain.org

The tree of eternity

Kazim Kızıl filme la lutte de paysans et de paysannes turcs pour sauvegarder une oliveraie qui doit être arrachée dans le village de Soma. Ils s'organisent, ils gueulent et ils pratiquent le sabotage pour se révolter contre ceux qui, en s'attaquant aux oliviers, s'attaquent à tout ce qui les fait vivre spirituellement et économiquement. Et pour une fois, ça finit pas trop mal !

Le film est disponible en libre accès sur internet :

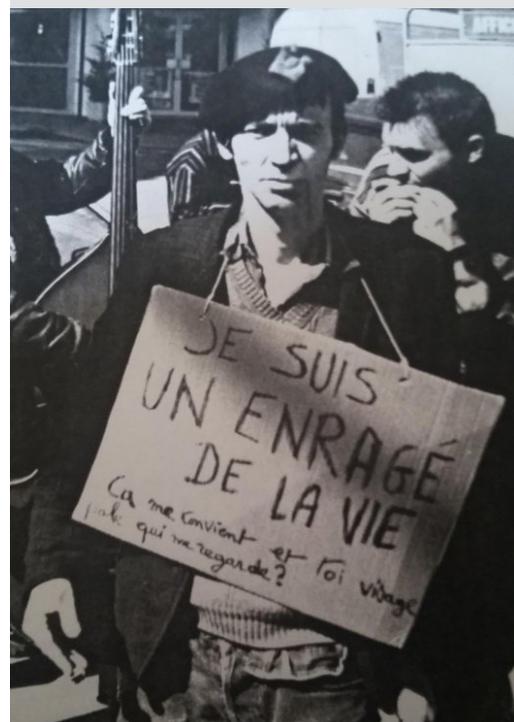
<https://vimeo.com/154174251>

Le réalisateur est incarcéré depuis avril 2017 pour avoir participé aux manifestations de protestation contre les résultats du référendum du 16 avril. Il est connu pour dénoncer les abus de l'Etat turc.

Pour en savoir plus #FreeKazimKizim

Jean-Pierre Petit, alias JPP, nous a quitté le 10 mai 2017. Avant de s'endormir, il a retiré son masque à oxygène pour articuler clairement une dernière fois "Il faut s'organiser".

Un compagnon de route sur des luttes qui nous rassemblaient : contre la vidéosurveillance, la rénovation urbaine, NDDL, Europa City, le Grand Paris. Adieu l'ami.



« Je me suis fait linkée ! »

Il y a quelques mois, un technicien de je ne sais quelle entreprise qui gère l'eau de la commune est venu toquer à la porte de mon logement HLM pour changer les compteurs d'eau. Sans me douter de rien, je l'ai laissé entrer et faire ce qu'il avait à faire. Mais il y a quelques jours, j'ai découvert en bas de l'immeuble une affiche qui nous informait des dangers des compteurs « communicants », plus connus sous le nom de « Linky ». J'ai compris que je m'étais fait linkée. Enfin, pas tout à fait, car c'est la société des eaux (ou je ne sais qui) qui était à la manœuvre. Mais l'idée est la même. Ces compteurs fonctionnent avec des ondes électromagnétiques et communiquent directement votre consommation au fournisseur.

Les nouveaux compteurs de gaz connectés seront bientôt installés dans 13 000 foyers Ivryens. « La facture sera donc établie sur des données réelles et non plus des estimations », nous dit-on. Ça a l'air chouette dit comme ça. En plus, il a un nom sympa ce nouveau compteur : Gazpar. Ce qu'on ne nous dit pas, c'est que les compteurs Linky and co sont de vrais dangers pour nos libertés et notre santé.

Selon le site refus.linky.gazpar.free.fr, « les compteurs communicants n'amélioreront pas notre vie, au contraire, car ils sont faits pour autre chose, développer le BIG DATA : la captation d'innombrables informations sur nous et nos vies, comme le reconnaît Philippe Monloubou, Président d'Enedis (distributeur d'ERDF) ». Demain, les données récoltées par ces compteurs intelligents permettront sûrement de vérifier si telle personne, en arrête maladie, est bien restée chez elle (elle a fait pipi, fait couler de l'eau) ou si elle a profité de ce petit répis pour aller visiter sa grand-mère en Normandie. Le contrôle social à portée de compteur !!!

Côté santé, les ondes électromagnétiques sont classées « cancérogènes possibles » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Avec Linky et autres Gazpar, nous sommes donc les cobayes des industriels et ce n'est que dans 5, 10 ou 20 ans qu'on saura si l'exposition « faible mais prolongée » (puisque permanente) à ces ondes seront responsables de nouveaux cancers ou autres graves maladies.

Ce qu'on apprend aussi sur ce site c'est que la municipalité a la possibilité de refuser l'installation des compteurs dans sa commune. À ce jour, plus de 340 communes ont voté une délibération de refus du Linky. Allez la majorité coco-écolo, vous aussi vous pouvez le faire !

En attendant, on peut refuser individuellement la pose de ces compteurs en n'ouvrant pas la porte aux techniciens. Mais à plusieurs, on est plus forts - et on est 13 000 foyers à être concernés ! Des idées d'actions, de mobilisations ? Charivary se fera un plaisir de les relayer (et d'y participer aussi).

13 000

C'est le nombre total de foyers ivryens qui verront l'arrivée dans les mois à venir des compteurs de gaz « intelligents » mais surtout dangereux pour nos libertés et notre santé

Incredible mais vrai ! Vous n'êtes pas à Douarnenez mais bien à Ivry Port. Faune, un voilier de course construit entièrement dans un atelier situé rue Paul Vaillant Couturier est transporté jusqu'à la Seine pour une mise à l'eau sauvage. Le maire s'est même déplacé. Mais protégera-t-il avec son équipe les projets qui éclosent dans cet atelier, bientôt menacé d'expulsion ?



INSOLITE n° 1

QU'EST-CE ET OÙ DONC ?

Cinq participants et trois bonnes réponses pour la colle de la semaine. Bravo à Jean Michel, Zora et Marcel !



LA SOLUTION

Il s'agit bien du nouveau bâtiment qui a été littéralement collé à la cité Henri Barbusse. Idée de génie du bailleur « social » Gambetta locatif qui, pour avoir une plus grande emprise au sol, a décidé de construire sa nouvelle résidence directement sur l'un des immeubles de la cité Henri Barbusse. Conséquence ? La condamnation des fenêtres de certaines pièces des appartements mitoyens. Ou comment inventer des caves à tous les étages. Le bailleur parle plutôt de « pièces aveugles » - plus poétique.

Ceux qui ont eu la chance d'échapper au murage d'une de leur pièce, ont maintenant une vue imprenable sur un mur situé à moins de 5 mètres de leur fenêtre, joliment renommée « cour anglaise qui laisse des puits de lumière ». Rappelons tout de même qu'une cour anglaise sert normalement à faire entrer de la lumière dans un sous-sol. Alors que cette méthode est appliquée pour des appartements situés au 4ème étage du bâtiment. Et si, pour le préjudice causé, un locataire se permet de demander une baisse de loyer ou un relogement qui correspond aux capacités de son porte-monnaie, le bailleur crie au scandale (comme le détaille le Parisien du 2 mars 2016). Il n'hésite pas à rappeler que cet affreux locataire vient à peine de s'acquitter de ses dettes de loyer, n'est pas à jour de son bail ou qu'il a refusé des propositions de relogement. Ah vraiment, y a pas à dire, les locataires on leur donne la main et ils veulent le bras !

Vos réponses

Aya : C'est un photomontage ! Impossible que des architectes soient aussi bêtes pour construire un bâtiment directement sur la façade d'un bâtiment déjà existant.

Zora : C'est la cité Barbusse. Je le sais car j'habitais là avant qu'ils ne me dégagent pour construire ce foutu nouveau bâtiment.

Marcel : Je crois que c'est Barbusse. Les anciens et nouveaux logements. D'ailleurs à l'époque il y avait un grand espace collectif au pied de la cité où se regroupaient toutes sortes d'associations locales : Amicale de locataires, retraités ... Maintenant il est à l'abandon. Quel gâchis !

Jean-Michel : C'est chez moi ! J'ai maintenant un mur à 3 mètres de ma fenêtre. Pratique pour échanger du sel entre voisins !

Diego : C'est la photo de l'immeuble que je vais construire devant chez Norbert Fanchon, président du directoire du groupe Gambetta pour qu'il comprenne ce qu'il fait subir aux locataires des cités qu'il gère.



SI T'ES D'IVRY

Petites Zannonces

Cherche étais, planches de bois, poste à souder et autres outillages pour barricades futures en cas de tentative de fermeture du commissariat. Contacter Gégé au commico d'Ivry uniquement à l'oral (cause surveillance hiérarchie).

Echange Hoverboard Urbango XL noir carbone (prix neuf 449 euros) contre le numéro du type qui met ton dossier en haut de la pile pour acheter un logement dans les nouvelles constructions.

Éch. photo de Sébastien Bouillaud pris en flag en train de faire du headspinner au conseil municipal contre 3 invités au vœux du maire 2018 (petits fours à volonté).

Équipe de sport co. cherche supporters déterminés et bruyants cause matchs perdus à domicile dans les dernières secondes. Rdv le mercredi à 20h au 16 rue Robespierre. Dress code : Rouge et Noir.

Bienvenue à Tess la combattante, nouvelle petite ivryenne. Et bravo à ses parents !

Recherche perche à selfie télescopique pour amélioration com. personnel. Contacter le secrétariat du premier adjoint sous pli discret. Pas sérieux s'abstenir.

Ancienne Banque de France aujourd'hui façade défraîchie d'un projet qui se noie cherche figurants pour réagir positivement durant les réunions de concertation avec les habitants. Rémunération fixe + prime selon le déroulé de la soirée. contact. b.berrier@sadev94.fr

Cherche à louer caméras de surveillance pour protéger mon stand à Ivry en fête 2017. Sandrine B.

Fleuves sympas cherchent volonté politique pour grosse fête populaire une fois par an. Gestion publique au quotidien en option. Contactez le service du dpt. qui fera suivre.

Vend bannière géante « Un président contre l'incinérateur » jamais servie. Contacter Yannick Jadot.

Bistrot centre-ville échange voisins. Ttes propositions étudiées.

Salariés dynam. cherchent clients solidaires pour grève avec blocage. Déposez tags dans le centre commercial Jeanne Hachette.

Cause projet urbain foiré, quartier de bureaux vides cherche reconversion en studio de plein air. Possib. tt formats, de téléfilm à blockbuster. CV sur demande.

Cause ennui profond, locaux commerciaux cherch. squatteurs pour activ. sociales. Proche métro l.7, cimetièrre et simply market.

Nouvelle année 2018 : artiste de renommée cherche municipalité pour projeter des fonds d'écrans Windows 95 sur tous types de façades.

Échange F2 33 m2 cité Gagarine (bât. 13). 7ème ét. avec ascenseur (les jours pairs) contre maison en construction bois de préférence quartier Mirabeau/ Louis Bertrand/ Semar.

Collectif remonté, rigolo mais responsable cherche soutien écologique à droite suite à revirement non prévu. Pas sérieux s'abstenir (on a déjà donné).

Vivez vos rêves



Vous souhaitez concrétiser votre projet d'école à la maison ? Vos ados détestent le collège ? Ivry-Port est fait pour vous. Venez vous installer dans le quartier et profitez d'un environnement favorable avec un collège fermé pour encore de longs mois. A vous la pédagogie alternative.

SADEV 94, partenaire de l'éducation libérée

ABONNEZ-VOUS

Pour trois numéros : **prix libre**. Coût d'impression et d'envoi par numéro : **3 euros**. N'hésitez pas à donner plus pour soutenir le journal. Pour les prisonniers : c'est **gratuit**.

Envoyez un chèque chez les potos de la revue Z qui nous hébergent, à l'ordre de « Les Ami-e-s de Clark Kent » avec inscrit au dos « abonnement Charivary » accompagné d'un **petit mot avec votre adresse**. À poster à l'adresse suivante : Les Ami-e-s de Clark Kent / 9 rue François Debergue / 93100 Montreuil.

